

# DU CAS PERENCO AU GUATEMALA À LA RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES ET DE LEURS FILIALES

AU GUATEMALA, LES RÉSERVES NATURELLES SONT AUSSI...



Solidarité avec les populations de la Laguna del Tigre - Petén - GUATEMALA  
**DU 16 AU 28 SEPTEMBRE 2012**

En 2011, à la sortie de l'exposition du quai Branly sur les Mayas – sponsorisée par Perenco – un militant du Collectif Guatemala distribue des tracts. Un employé de l'entreprise pétrolière s'approche du militant, refuse le tract puis s'agace : « *Mais pourquoi vous acharnez vous donc contre nous ? Vous feriez mieux d'enquêter sur Total. Perenco, c'est une petite compagnie...* ». Une petite compagnie... qui permet à ses (discrets) actionnaires d'enregistrer de belles recettes. La famille Perrodo est, selon la revue *Challenges*, la 21<sup>ème</sup> fortune française en 2012.

Aussi, la comparaison entre les beaux bureaux parisiens de l'entreprise et les conditions de vie minables des populations locales dans sa zone d'exploitation justifierait par elle seule un « acharnement » contre ce fleuron de l'industrie française. Perenco se défend en argumentant qu'il participe au développement du Petén à travers des projets de santé et d'éducation notamment. Mais est-ce au secteur privé, préoccupé principalement par ses intérêts particuliers, d'articuler les politiques économiques et sociales censées profiter à tous les Guatémaltèques ?



## Du cas Perenco au Guatemala à la responsabilité pénale des entreprises et de leurs filiales

Un autre motif d'« acharnement » est l'analyse du réseau qu'a su créer l'entreprise pour favoriser ses projets. En se rapprochant de l'oligarchie nationale et en finançant l'institution militaire, Perenco s'allie avec des secteurs qui ont eu un sombre rôle dans l'histoire du Guatemala. La condamnation récente d'un fonctionnaire du Conseil national des aires protégées (CONAP) qui a favorisé l'entreprise lors du renouvellement de son contrat en 2010 démontre que Perenco sait également jouer de son influence à l'intérieur de l'appareil d'État.

De surcroît, Perenco, comme toutes les entreprises d'extraction, a un impact négatif sur l'environnement. Certes, nous n'avons aucune preuve que Perenco soit responsable de marées noires comme BP ou Total. Mais l'exploitation d'hydrocarbures dans la zone protégée de la *Laguna del Tigre*, au détriment des lois nationales et des conventions internationales, est caractéristique de la vision à court terme du capitalisme qui met en danger des sites naturels et des populations pour permettre l'accumulation immédiate de profits.

Enfin, notre « acharnement » trouve son fondement dans le principe de solidarité internationale. Si nos ami(e)s guatémaltèques sont victimes d'abus de la part d'une autorité ou d'une entreprise et qu'ils souhaitent les dénoncer, nous les soutenons, d'autant plus quand il s'agit de groupes français.

C'est pourquoi, fin septembre, nous accueillons une délégation guatémaltèque en Europe. L'avocat Ramón Cadena et deux représentants communautaires, Mario Ramos Mucu et Hilda Ventura, viennent témoigner des « méthodes » de Perenco et chercher des solutions juridiques et politiques avec les associations françaises. Un des objectifs est d'exiger une législation sur la responsabilité pénale des sociétés mères et de leurs filiales puisque qu'actuellement, en France, il n'est pas possible de poursuivre légalement une entreprise dont la filiale commet des exactions à l'étranger. De nombreuses associations françaises attendent un signe fort de la part du nouveau gouvernement en matière de bonne gouvernance environnementale et sociale.

Ces modifications au niveau du droit devront également être accompagnées d'un changement dans les pratiques diplomatiques. Dès 2006, un conseiller en poste au Guatemala avouait au Collectif Guatemala : « *Nous pouvons vous aider à dénoncer les entreprises minières canadiennes ... Mais on ne peut pas toucher à Perenco* ».

En 2010, dans un contexte de mobilisation sociale contre le renouvellement du contrat de Perenco par l'État guatémaltèque, le besoin d'appui diplomatique se fait plus pressant. L'ambassadrice de France au Guatemala interpelle l'environnementaliste Yuri Melini qui a déposé plusieurs plaintes contre l'État en sollicitant l'annulation dudit contrat, et partage avec lui son incompréhension et son inquiétude concernant « *les actions juridiques menées à l'encontre de Perenco* ».

Le contrat finalement signé, l'ambassade conseille à Perenco de mieux communiquer sur ses actions sociales et de s'impliquer dans la défense du patrimoine en finançant l'exposition sur les Mayas au musée des Arts premiers du quai Branly.

Certes, dans la bataille actuelle pour le contrôle de ressources naturelles, toutes les représentations diplomatiques usent de leur influence pour défendre les intérêts des entreprises nationales. D'un côté, ces pays « amis » du Guatemala, contribuent à des institutions qui renforcent la démocratie, comme la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG) ; de l'autre, ils soutiennent des entreprises qui contreviennent à l'émergence d'un état de droit. Avec plus de quinze assassinats par jour et des taux record de pauvreté et d'impunité, le Guatemala mériterait que l'on « s'acharne » à exiger un autre type de coopération !

---

### Contexte

Fin septembre, en France, une conjoncture permet de faire converger des mobilisations :

- Visite de la délégation du Guatemala dans le cadre de la campagne sur Perenco ;
- Lancement de la campagne des Amis de la Terre sur Total ;
- Débat internationale contre la fracturation et les gaz et huile de schiste (Global Frackdown) 22 septembre ;
- Débat parlementaire pour la réforme du code minier précédé d'une « conférence sur l'environnement » convoquée par le gouvernement.

### Objectifs

L'opportunité d'une délégation guatémaltèque en Europe permet d'organiser un programme d'actions avec deux objectifs croisés :

- Constituer un réseau de soutien avec les populations victimes des exactions de l'État du Guatemala et de la société pétrolière Perenco Guatemala Ltd, filiale de l'entreprise française Perenco SA ;

Et à partir du « cas Perenco » et en le rapprochant d'autres dossiers :

- Promouvoir un changement de législation sur la responsabilité pénale des sociétés mères et de leurs filiales ; œuvrer pour la création de cours pénales, européenne et internationale pour l'environnement ; proposer un « tribunal d'opinion » sur les multinationales françaises.

## La délégation guatémaltèque

- Ramon Cadena, avocat, membre de la Commission Internationale des Juristes, représentant légal des communautés du Petén affectées par les activités de l'entreprise Perenco ;
- Hilda Ventura et Mario Ramos Mucú, représentants des communautés de la Laguna del Tigre, San Andrés et La Libertad, Petén.

## Thématiques des séances

**Focus Guatemala** : examen des exactions de Perenco Guatemala Ltd dans le contexte de la situation sociale, environnementale, politique et économique au Guatemala.

**Focus Perenco SA** : examen des exactions de filiales de Perenco dans d'autres pays.

**Focus secteur énergétique et résistances** : examen d'autres cas d'exactions de multinationales pétrolières (Prestige, Erika, Shell/Nigeria...), modes de résistances et alternatives.

**Focus responsabilité pénale des sociétés mères et de leurs filiales.**

## Actions

Intervention à la session du Conseil des Droits de l'Homme lors de la discussion sur l'accès à la justice pour les populations autochtones (mardi 18 septembre).

Rencontre avec des parlementaires à l'Assemblée nationale (mardi 25 septembre).

Interpellations d'élus, d'ONGs, d'associations locales, de juristes et du public lors de réunions à Genève, dans le Languedoc-Roussillon, à Caen, Lyon et Paris.

Lancement de pétitions à l'intention des autorités guatémaltèques et françaises.

Rendez-vous avec la presse.

## Outils

Documentaire « *Des dérives de l'art aux dérivés du pétrole* » 47'. Réalisation : Grégory Lassalle.

Rapport « *Perenco, exploiter le pétrole coûte que coûte* ». Rédaction : Cynthia Benoist (62 pages).

Pétitions.

## Genève

**Mar 18 sept Focus Guatemala**

**16 h Palais des Nations Unies**

Conférence sur le Petén et l'accès à la justice pour les populations.

**Mer 19 sept Focus Guatemala et Perenco SA**

**19 h Fonction Cinéma - Maison des Arts du Grütli**

**16, rue Général Dufour – Genève - Entrée libre**

Projection documentaire suivie de la conférence : « Impunité au Guatemala - Du cas Perenco à la responsabilité pénale des entreprises et de leurs filiales ».

En présence de la délégation et de Grégory Lassalle, réalisateur - Modérateur : Melik Özden, représentant auprès de l'ONU et co-Directeur du CETIM.

## Lyon

**Jeu 20 sept Focus Guatemala et responsabilité pénale des sociétés mères et de leurs filiales :**

**20 h CCFD - Salle Camille Néel**

**302, av Jean-Jaurès – 69007 - Entrée libre**

**Métro Debourg ou Gerland**

Projection documentaire et débat en présence d'Hilda Ventura, représentante des communautés de la Laguna del Tigre, San Andrés et La Libertad - Petén, et Amandine Grandjean, Collectif Guatemala.

## Montpellier

**Ven 21 sept Focus Guatemala et responsabilité pénale des sociétés mères et de leurs filiales :**

**20 h Salle Pelloutier - Maison des syndicats**

**Place Zeus, Antigone – Montpellier - Entrée libre**

Projection documentaire et débat en présence de la délégation, Hélène Bras, avocate au Barreau de Montpellier et Grégory Lassalle, réalisateur.

## Saint-Christol-lez-Alès (Gard)

**Sam 22 sept Focus secteur énergétique et résistance :**

**Journée internationale contre la fracturation et les gaz et huile de schiste (Global Frackdown)**

**Projections documentaire (11h et 15h), rencontre avec la délégation.**

## Bédarieux (Hérault)

**Dim 23 sept Focus Guatemala et responsabilité pénale des entreprises**

**11 h 30 Salle Léo Ferré**

**Place Ferdinand Fabre – Bédarieux – Entrée libre**

Projection documentaire.

12h 30 - Repas/rencontre, en présence de la délégation et de Grégory Lassalle, réalisateur.

Une initiative du



Paris

**Lun 24 sept**  
20 h

**Soirée inaugurale de la campagne**

**ACTION CHRISTINE**

4 rue Christine 75006 – 01 43 25 85 78 – Paf : 6 €

Projection suivie d'un débat en présence de la délégation - Philippe Texier, membre du comité des DESC de l'ONU et de la Commission Internationale des Juristes (CIJ) - Braulio Moro, membre du Bureau National de France Amérique Latine.

**Mer 26 sept**  
19 h 30

**Focus secteur énergétique et résistances - responsabilité pénale des sociétés mères et de leurs filiales**

**Amnesty International**

72-76, bld de la Villette 75019 – Entrée libre

Rencontre/débat en présence de la délégation et de représentants de la FIDH, les Amis de la Terre, Amnesty International...

**Jeu 27 sept**  
9 h 30

**Focus responsabilité pénale des sociétés mères et de leurs filiales**

**Maison du Barreau – Salle Gaston Monnerville**  
2, rue Harlay 75002 – Entrée libre

Conférence publique : « La responsabilité sociale et environnementale des entreprises françaises à l'étranger. Le cas de la compagnie pétrolière Perenco au Guatemala », avec la délégation et Marie-Caroline Caillet (Association SHERPA). Organisée par la Commission ouverte Amérique latine.

**12 h 30**

**Focus Guatemala et Perenco SA**

**CICP – 21, ter rue Voltaire 75011 Paris – Entrée libre**

Ciné-déjeuner du CEDIDELP: projection documentaire et débat en présence de Hilda Ventura et Mario Ramos Mucú, représentants des communautés de la Laguna del Tigre – Petén, et Grégory Lassalle, réalisateur.

**18 h 30**

**Focus secteur énergétique et résistances**

**Mairie du 2<sup>ème</sup> arrondissement – Salle Jean-Dame**  
8, rue de la Banque 75002 – Entrée libre

« Extractivisme et transition énergétique »

Avec la délégation, José Gualinga (représentant du peuple Kichwa de Sarayaku, Equateur), Nicolas Sersiron (CADTM), Agnès Sinäi (Institut Momentum), des représentants du collectif ALDEAH, de l'association Relocalisons, des collectifs Barricades et « Non au gaz et au pétrole de schiste en Ile-de-France ».

Caen

**Jeu 27 sept**  
20 h 30

**Focus Guatemala et Perenco SA**

**Cinéma Café des Images – Hérouville Saint-Clair**

Projection documentaire, suivi d'un débat en présence de Mario Ramos Mucú, représentant des communautés de la Laguna del Tigre – Petén, et Grégory Lassalle, réalisateur.

Avec le soutien de



Et : Amnesty International France, Cinéma des 3 mondes (Festival filmar en America latina), Collectif Alba, Collectif « Non au gaz et huile de schiste d'Alès (Gard), Comité Amérique latine du Calvados, Commission Internationale des Juristes (CIJ), Le Jardin du Bousquet d'Orb, Réseau international des droits de l'homme (RIDH).